

*Denrées alimentaires—Comité*

devrait inviter le ministre actuel et l'ancien ministre de l'Agriculture à comparaître, ainsi que le ministre actuel de la Consommation et des Corporations (M. Gray) et son prédécesseur. Le comité devrait aussi demander à ces intermédiaires de comparaître et de justifier la part de l'augmentation du prix des aliments qui leur est attribuable et dont ils ont profité entre 1961 et 1971.

Si l'ancien comité de la Chambre des communes et du Sénat a étudié la question jusqu'en 1966, très bien; nous étudierons ce qui s'est produit par la suite. Si la commission Batten a examiné la situation dans les Prairies, très bien aussi; nous l'examinerons ailleurs au Canada, surtout depuis 1966. Je serais porté à croire que le bulletin publié par le ministère de l'Agriculture en septembre dernier a raison dans une grande mesure. Le ministère a, je crois, découvert le principal responsable de la hausse des prix des produits alimentaires.

Monsieur l'Orateur, vous voulez sans doute prendre la parole et m'interrompre. J'espère que le comité présentera un rapport sur toutes ces choses que je viens de mentionner.

**M. Charles E. Haliburton (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, comme tant d'autres députés qui ont déjà parlé au cours de ce débat, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. C'est avec une grande humilité que je le fais car c'est un grand honneur de parler ici; pourtant, je me sens en quelque sorte moins porté à faire preuve d'humilité depuis deux ou trois semaines après les débats que j'ai entendus à la Chambre. Je crois avoir constaté en effet, comme nouveau député qu'on ne trouve peut-être pas ici toute l'envergure politique et la sagesse qu'on s'attendrait d'y trouver.

L'autre soir, j'ai été curieux d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique déclarer au cours d'une émission télévisée qu'à son avis les membres du parti que j'appuie sont obsédés par l'idée du pouvoir et que les délibérations de la Chambre prouvent que tout le programme de mon parti a pour objectif la mainmise sur le pouvoir.

**Une voix:** Vous avez tout à fait raison.

**M. Benjamin:** Ne vous excusez pas.

• (2140)

**M. Haliburton:** Obsédés est peut-être un peu fort, mais je dirais que les membres de notre parti se préoccupent de la qualité de la conduite des affaires de la Chambre et de tout le pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Haliburton:** La session dure déjà depuis quelques semaines. Notre parti fait tout ce qu'il peut pour favoriser les travaux de la Chambre. On ne fait aucun cas de nos suggestions. A chaque occasion, les débats ont été passablement longs.

Le chef du Nouveau parti démocratique a également soulevé une autre question. Cela lui est venu après réflexion. Il a déclaré que son parti ferait son possible pour que le comité qui naîtra bientôt, en arrive à des résultats concrets. J'ai écouté avec intérêt les députés de ce parti tenter d'énumérer les résultats concrets que pourrait bien produire le comité. Je ne dois pas me tromper en disant que leur objectif est la création d'une commission de révision des prix ou des salaires. Un tel organisme serait peut-être utile mais, on a fait remarquer que la Commission des prix et des revenus vient tout juste d'être dissoute

[M. Benjamin.]

et que le groupe d'études permanent continue sans doute à conseiller le gouvernement sur ce sujet.

Quelle politique exerce le gouvernement à l'endroit de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'inflation en général? Le gouvernement se propose-t-il de confier sa future politique à ce comité parlementaire qui se composera, comme il le convient, de représentants de tous les partis à la Chambre? A-t-il l'intention de demander à l'opposition qui constituera la majorité à ce comité, de le conseiller en matière de politique dans ces circonstances? Sommes-nous dirigés par un gouvernement qui fait appel à l'opposition pour un programme? Si oui, il est grandement temps que le gouvernement reconnaisse sa position et cède sa place à un parti qui établit ses propres politiques.

**Des voix:** Bravo!

**M. Haliburton:** Pourquoi établir un comité? A mon avis, c'est parce que le gouvernement n'a pas de programme cohésif ou cohérent. Il demande au comité de lui en fournir un.

Je m'étais proposé d'expliquer pourquoi il faudrait imposer une limite de temps à ce comité pour la présentation de son rapport. En raison des circonstances, nous ne parlons pas d'un comité permanent, c'est-à-dire d'un comité qui travaillera pendant très longtemps. Les membres de ce comité feraient bien de penser qu'ils devront soumettre leur rapport final dans trois ou six mois tout au plus. S'il est possible pour un comité de présenter un bon rapport préliminaire après 60 jours, il devrait pouvoir soumettre son rapport final très peu de temps après.

Au cours de ce débat bien des députés ont parlé des détails d'un prix ou d'un autre en particulier en le comparant à d'autres. Je n'ai pas l'intention de le faire moi-même. Contrairement aux allégations que le député de Saint-Boniface (M. Guay) a faites il y a quelques instants à propos de l'inutilité de ce débat, il appartient à la Chambre, je pense, de fournir certaines idées et certains principes directeurs au comité.

Pour que les conclusions du comité soient valables ou efficaces, il faudra traiter non seulement des prix des denrées alimentaires mais aussi des diverses politiques. Les députés d'en face se rendent sûrement compte qu'on ne peut traiter seulement des prix de l'alimentation. Ceux-ci découlent de la politique économique du gouvernement. A moins que le comité ne soit disposé à examiner toute la politique économique du gouvernement, et à moins que le gouvernement ne soit disposé à réviser toute sa politique économique, les délibérations dudit comité seront une perte complète, du moins en ce qui concerne les répercussions immédiates sur les prix de l'alimentation.

Si le comité veut déterminer les raisons qui expliquent la montée des prix des aliments, comment pourra-t-il se justifier de négliger la hausse du coût du logement qui s'est accru de 4 p. 100 de plus que le prix des aliments au cours de l'année dernière? La hausse du coût de l'alimentation est une affaire sérieuse, mais elle ne peut être étudiée toute seule. Il y a des facteurs à court terme qui influent sur le cours des prix des aliments, notamment l'offre et la demande.

Un néo-démocrate a mentionné tantôt un excédent de denrées. Peut-on imaginer au Canada une pénurie d'œufs, de poulets, de bœuf et de blé? En fait, nous importons des produits agricoles. Même si nous ne manquons de rien, en ce sens que nous pouvons satisfaire nos besoins en